

SEANCE DU CONSEIL GENERAL DU 6 février 2009

Groupe communiste et citoyen

Intervention de Patrick Alexanian
Débat d'orientation budgétaire

Quels doivent être les axes de la politique à mettre en œuvre dans notre département dans cette période qu'il faut bien appeler une crise du capitalisme avec ses effets destructeurs sur les populations ?

Les ressources de notre département vont-elles être mobilisées au service des habitants ? Vont-elles aider ceux qui en ont besoin, aider à plus de justice, de solidarité, en bref aider à plus d'efficacité sociale ?

Tel est l'enjeu de ce débat d'orientation budgétaire.

Certes au niveau des discours les bonnes paroles ne manquent pas. Et ce n'est pas l'exercice de style télévisuel d'hier soir qui me démentira. Le document d'orientation budgétaire présenté aujourd'hui n'en est pas avare non plus...

Mais quels sont les actes ? Un seul exemple : La jeunesse.

Elle est une des premières victimes de la crise, notamment dans notre département, où les inégalités sociales et territoriales ne font que s'aggraver.

Oui, les jeunes ont besoin d'être entendus, soutenus.

Il est même urgent de le faire quand pour la grande majorité d'entre eux, trouver un emploi normalement payé, avoir un logement décent, faire des études, en bref vivre, être autonome devient de plus en plus difficile.

Et que nous propose-t-on ?

A l'heure où le Conseil général, à grand renfort de communication, organise des Assises de la jeunesse ; où, nous dit-on, des réunions sont organisées pour écouter, laisser les jeunes exprimer leurs attentes ; plus encore, on nous annonce

même un « plan départemental » ! Qu'en dit votre document d'orientation budgétaire : Rien !

Et pas un rien diplomatique, un rien abyssal.

Pas une ligne, pas un mot, pas une simple allusion à la jeunesse dans ce document.

Quels seront donc les conséquences concrètes de ces Assises sur les décisions budgétaires ? A vous lire, aucune ...

Quelle crédibilité peut être donnée de ce « plan départemental », quand la jeunesse n'est pas même citée dans les orientations politiques et budgétaires du département ? A l'évidence aucune.

Ces orientations montrent une triste réalité : l'indigence des ambitions de notre département en direction de notre jeunesse.

Pourtant, il y a tant à faire.

Face à une politique gouvernementale qui organise un désengagement massif des questions sociales et éducatives notamment concernant la jeunesse : le budget Jeunesse et sport ne cesse de régresser.

Au lieu de s'aligner sur cette politique et d'en amplifier les méfaits, le Conseil Général devrait non seulement exiger de l'Etat de stopper son désengagement, mais il devrait mobiliser ses ressources, qui sont très loin d'être négligeables, pour répondre aux besoins des jeunes.

Le silence de votre document d'orientation à ce sujet montre que c'est une toute autre voie qui nous est présentée ici.

Oui, de nouvelles politiques doivent être élaborées.

D'abord, il faut stopper la dégringolade imposée par votre majorité au budget consacré à la jeunesse et revenir à un budget digne de ce nom.

Le Conseil Général consacrait en 2004 à la jeunesse et aux sports 18,37 Millions d'euros. Seulement 6,48 M€ en 2008.

Disparitions au fil des années des dispositifs : Sacs Ados 92, Jeunesse solidaire, Ville Vie Vacances, Kid's club, Evénement nature en famille,...

Il faut arrêter cette hécatombe.

Certes, vous annoncez 122 dispositifs, nous savons qu'ils existent car le prédécesseur de Monsieur Dechenoix, nous avait à l'époque informé qu'il avait passé tout un week-end à les lire ! Nous n'avons pas eu cette possibilité.

Ici même en séance et dans un courrier, j'ai demandé à avoir des informations sur ces « si nombreux » dispositifs.

Rien.

Patrice Leclerc a renouvelé cette demande lors de la dernière réunion du Comité de pilotage des Assises. Toujours pas de précisions sur ces dispositifs et sur les évaluations qui devaient être faites.

On est loin des 122 ! Pourquoi ?

La réponse est sûrement dans le « vide » du document d'orientation budgétaire.

Oui, il faut écouter les jeunes, mais pour ensuite se donner les moyens de répondre à leurs aspirations. Parmi celles-ci, l'aspiration à avoir les moyens de vivre n'est pas la moindre.

Le Conseil Général doit s'engager dans un plan de relance en direction de la jeunesse. Il y a un vrai changement de cap à effectuer.

Etre au niveau c'est notamment :

- créer une bourse d'étude sur critères sociaux pour les collégiens
- rétablir les bourses d'étude pour les lycéens et les étudiants
- maintenir le dispositif `voc@tion 92`
- prendre en charge 50% de la carte Imaginaire
- Mettre en place une « carte culture » pour les jeunes en partenariat avec les cinémas et salles de spectacle du département permettant des tarifs réduits.
- aider plus les associations et les bénévoles qui ont bien souvent des situations très difficiles à gérer.

Oui, Monsieur le Président, les investissements sont nécessaires, mais l'investissement dans les hommes, les femmes, les jeunes de ce pays, de ce département est indispensable. Soutenir le pouvoir d'achat est une exigence de justice et d'efficacité.

C'est particulièrement vrai aujourd'hui. C'est une des responsabilités de notre Assemblée.

Ces milliers de personnes, de jeunes qui souffrent et qui cherchent une main tendue devraient pouvoir trouver auprès du Conseil général un soutien.

C'est à la portée de notre assemblée.

C'est une question de choix.

C'est pour cela que les élus du groupe communiste et citoyen agissent et appellent les jeunes à agir pour non seulement pour être écoutés, mais surtout être entendus. Enfin.